COUR ADMINISTRATIVE D'APPEL DE MARSEILLE

**N° 09MA01499
INEDIT AU RECUEIL LEBON
1ERE CHAMBRE - FORMATION A 3
M. LAMBERT, PRESIDENT
M. OLIVIER MASSIN, RAPPORTEUR
M. BACHOFFER, RAPPORTEUR PUBLIC
SCP SEBAG & ASSOCIES, AVOCAT**

**LECTURE DU JEUDI 31 MARS 2011
REPUBLIQUE FRANCAISE**

AU NOM DU PEUPLE FRANCAIS

VU LA REQUETE, ENREGISTREE LE 27 AVRIL 2009, PRESENTEE POUR L'ASSOCIATION CHABANNAISE POUR LA QUALITE DE VIE (A.C.Q.V.I.E.), DONT LE SIEGE EST SIS ..., AGISSANT PAR SON PRESIDENT, POUR M. CLAUDE C, DEMEURANT ..., POUR M. JEAN-MARC A, DEMEURANT ..., POUR MME ISABELLE B DEMEURANT ..., ET POUR MME PAULETTE D DEMEURANT ... PAR ME SEBAG ; L'ASSOCIATION CHABANNAISE POUR LA QUALITE DE VIE ET AUTRES DEMANDENT A LA COUR :

1°) D'ANNULER LE JUGEMENT DU 25 FEVRIER 2009 PAR LEQUEL LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE MARSEILLE A REJETE LEUR DEMANDE DIRIGEE CONTRE L'ARRETE DU 23 FEVRIER 2007, PAR LEQUEL LE PREFET DES ALPES DE HAUTE-PROVENCE A DELIVRE UN PERMIS DE CONSTRUIRE A LA SOCIETE ECO DELTA DEVELOPPEMENT POUR LA CONSTRUCTION DE 5 EOLIENNES D'UNE HAUTEUR DE 125 M, SUR UN TERRAIN SIS LES MARINES A CHATEAUNEUF VAL SAINT-DONNAT (04200) ;

2°) D'ANNULER POUR EXCES DE POUVOIR CE PERMIS DE CONSTRUIRE ;

3°) DE METTRE A LA CHARGE SOLIDAIRE DE L'ETAT ET DE LA SOCIETE ECO DELTA DEVELOPPEMENT LA SOMME DE 8 500 EUROS SUR LE FONDEMENT DE L'ARTICLE L.761-1 DU CODE DE JUSTICE ADMINISTRATIVE ;

VU LES AUTRES PIECES DU DOSSIER ;

VU LE CODE DE L'URBANISME ;

VU LE CODE DE JUSTICE ADMINISTRATIVE ;

VU LE DECRET N° 2009-14 DU 7 JANVIER 2009 RELATIF AU RAPPORTEUR PUBLIC DES JURIDICTIONS ADMINISTRATIVES ET AU DEROULEMENT DE L'AUDIENCE DEVANT CES JURIDICTIONS, ET NOTAMMENT SON ARTICLE 2 ;

VU L'ARRETE DU 27 JANVIER 2009 PRIS PAR LE VICE-PRESIDENT DU CONSEIL D'ETAT AUTORISANT LA COUR ADMINISTRATIVE D'APPEL DE MARSEILLE A APPLIQUER, A TITRE EXPERIMENTAL, LES DISPOSITIONS DE L'ARTICLE 2 DU DECRET N° 2009-14 DU 7 JANVIER 2009 ;

LES PARTIES AYANT ETE REGULIEREMENT AVERTIES DU JOUR DE L'AUDIENCE ;

APRES AVOIR ENTENDU AU COURS DE L'AUDIENCE PUBLIQUE DU 17 MARS 2011 :

- LE RAPPORT DE M. MASSIN, RAPPORTEUR ;**
- LES CONCLUSIONS DE M. BACHOFFER, RAPPORTEUR PUBLIC ;**
- LES OBSERVATIONS DE ME PORTA, POUR L'ASSOCIATION CHABANNAISE POUR LA QUALITE DE VIE ET AUTRES ;**
- ET LES OBSERVATIONS DE ME GRIMALDI, POUR LA SOCIETE ECO DELTA DEVELOPPEMENT ;**

CONSIDERANT QUE PAR UN JUGEMENT DU 25 FEVRIER 2009, LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE MARSEILLE A REJETE LA DEMANDE DE L'ASSOCIATION CHABANNAISE POUR LA QUALITE DE VIE ET AUTRES DIRIGEE CONTRE L'ARRETE DU 23 FEVRIER 2007, PAR LEQUEL LE PREFET DES ALPES DE HAUTE-PROVENCE A DELIVRE UN PERMIS DE CONSTRUIRE A LA SOCIETE ECO DELTA DEVELOPPEMENT POUR LA CONSTRUCTION DE 5 EOLIENNES SUR UN TERRAIN SIS LES MARINES A CHATEAUNEUF VAL SAINT-DONNAT (04200) ; QUE L'ASSOCIATION CHABANNAISE POUR LA QUALITE DE VIE ET AUTRES INTERJETTENT APPEL DE CE JUGEMENT ;

SUR LES FINS DE NON RECEVOIR OPPOSEES PAR LA SOCIETE ECO DELTA DEVELOPPEMENT :

CONSIDERANT, EN PREMIER LIEU, QUE LE JUGEMENT A ETE NOTIFIE LE 28 FEVRIER 2009 AUX DEMANDEURS DE PREMIERE INSTANCE PERSONNES PHYSIQUES ET LE 10 MARS 2009 A L'ASSOCIATION CHABANNAISE POUR LA QUALITE DE VIE ; QUE LE MEMOIRE D'APPEL A ETE ENREGISTRE LE 27 AVRIL 2009 AU GREFFE DE LA COUR ADMINISTRATIVE D'APPEL ; QUE, PAR SUITE, LA FIN DE NON RECEVOIR TIREE DE LA TARDIVETE DE LA REQUETE DOIT ETRE ECARTEE ;

CONSIDERANT, EN SECOND LIEU, QU'AUX TERMES DE L'ARTICLE R.600-1 DU CODE DE L'URBANISME DANS SA VERSION ALORS EN VIGUEUR : EN CAS DE DEFERE DU PREFET OU DE RECOURS CONTENTIEUX A L'ENCONTRE D'UN DOCUMENT D'URBANISME OU D'UNE DECISION RELATIVE A L'OCCUPATION OU L'UTILISATION DU SOL REGIE PAR LE PRESENT CODE, LE PREFET OU L'AUTEUR DU RECOURS EST TENU, A PEINE D'IRRECEVABILITE, DE NOTIFIER SON RECOURS A L'AUTEUR DE LA DECISION ET, S'IL Y A LIEU, AU TITULAIRE DE L'AUTORISATION. CETTE NOTIFICATION DOIT EGALEMENT ETRE EFFECTUEE DANS LES MEMES CONDITIONS EN CAS DE DEMANDE TENDANT A L'ANNULATION OU A LA REFORMATION D'UNE DECISION JURIDICTIONNELLE CONCERNANT UN DOCUMENT

D'URBANISME OU UNE DECISION RELATIVE A L'OCCUPATION OU L'UTILISATION DU SOL. L'AUTEUR D'UN RECOURS ADMINISTRATIF EST EGALEMENT TENU DE LE NOTIFIER A PEINE D'IRRECEVABILITE DU RECOURS CONTENTIEUX QU'IL POURRAIT INTENTER ULTERIEUREMENT EN CAS DE REJET DU RECOURS ADMINISTRATIF (...). ; QUE LES OBLIGATIONS DE NOTIFICATION PRESCRITES PAR CES DISPOSITIONS SE LIMITENT AU RECOURS LUI-MEME, A L'EXCLUSION DES PIECES QUI POURRAIENT ETRE JOINTES ; QUE, PAR SUITE, LA SOCIETE ECO DELTA DEVELOPPEMENT N'EST PAS FONDEE A SOUTENIR QUE L'ABSENCE DE NOTIFICATION DES PIECES JOINTES A LA REQUETE QUI LUI A ETE NOTIFIEE RENDRAIT IRRECEVABLE CETTE DERNIERE ;

SUR LA RECEVABILITE DE LA DEMANDE DE PREMIERE INSTANCE :

CONSIDERANT QUE L'ASSOCIATION CHABANNAISE POUR LA QUALITE DE VIE DONT LES STATUTS NE PRECISENT PAS LES LIMITES GEOGRAPHIQUES DU CHAMP D'ACTION QU'ELLE SE FIXE N'A PAS D'INTERET POUR AGIR CONTRE UN PERMIS DE CONSTRUIRE DELIVRE PAR LE PREFET DES ALPES DE HAUTE-PROVENCE POUR LA CONSTRUCTION DE 5 EOLIENNES A CHATEAUNEUF VAL SAINT-DONNAT ;

CONSIDERANT, EN REVANCHE, QUE M. CLAUDE C QUI DEMEURE LE JAS DU COEUR A CHATEAUNEUF VAL SAINT-DONNAT, ET M. JEAN-MARC A ET MME PAULETTE D QUI DEMEURENT LE THORON A CHATEAUNEUF VAL SAINT-DONNAT, A UNE DISTANCE MOYENNE D'ENVIRON 500 METRES DU PARC EOLIEN JUSTIFIENT D'UN INTERET LEUR DONNANT QUALITE POUR AGIR CONTRE LE PERMIS DE CONSTRUIRE EN LITIGE ;

SUR LA LEGALITE DU PERMIS DE CONSTRUIRE EN LITIGE :

CONSIDERANT, EN PREMIER LIEU, QU'AUX TERMES DE L'ARTICLE L.145-3 DU CODE DE L'URBANISME DANS SA VERSION ALORS EN VIGUEUR : III. - SOUS RESERVE DE L'ADAPTATION, DU CHANGEMENT DE DESTINATION, DE LA REFECTION OU DE L'EXTENSION LIMITEE DES CONSTRUCTIONS EXISTANTES ET DE LA REALISATION D'INSTALLATIONS OU D'EQUIPEMENTS PUBLICS INCOMPATIBLES AVEC LE VOISINAGE DES ZONES HABITEES, L'URBANISATION DOIT SE REALISER EN CONTINUTE AVEC LES BOURGS, VILLAGES, HAMEAUX, GROUPES DE CONSTRUCTIONS TRADITIONNELLES OU D'HABITATIONS EXISTANTS (...). ; QU'EN APPLICATION DE CES DISPOSITIONS, IL PEUT ETRE DEROGE A LA REGLE D'URBANISATION EN CONTINUTE POUR LES INSTALLATIONS OU EQUIPEMENTS PUBLICS INCOMPATIBLES AVEC LE VOISINAGE DES ZONES HABITEES, A CONDITION QUE L'IMPORTANCE ET LA DESTINATION DU PROJET LE JUSTIFIENT ; QU'EN L'ESPECE, CE PROJET, QUI SE LIMITE A LA CONSTRUCTION DE CINQ EOLIENNES EN DEHORS DES ZONES URBANISEES, SANS QU'IL EXISTE A LA DATE DE LA DECISION ATTAQUEE DE PLAN RELATIF A LA CONCENTRATION DE CE TYPE D'EQUIPEMENTS DANS LE SECTEUR DE CHATEAUNEUF VAL SAINT-DONNAT, NI DE ZONE DEFINIE DE DEVELOPPEMENT DE L'EOLIEN, ENTRAINE UN MITAGE DE L'ESPACE NON URBANISE, DONT IL N'EST PAS DEMONTRE QU'IL REPONDE A UN BESOIN REEL IDENTIFIE PERMETTANT, COMME IL EST SOUTENU, DE REGARDER CETTE INSTALLATION COMME PRESENTANT UN INTERET PUBLIC ; QUE, PAR SUITE, LES CARACTERISTIQUES DE CE PROJET NE LUI PERMETTENT PAS DE DEROGER A LA REGLE D'URBANISATION EN CONTINUTE ET LE PERMIS DE CONSTRUIRE EN LITIGE MECONNAIT L'ARTICLE L.145-3 DU CODE DE L'URBANISME ;

CONSIDERANT, EN SECOND LIEU, QU'AUX TERMES DE L'ARTICLE ND1-B DU REGLEMENT DU PLAN D'OCCUPATION DES SOLS : NE SONT ADMISES QUE LES OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SUIVANTS : (...) EXCEPTE DANS LES SECTEURS NDA ET NDV, LES CONSTRUCTIONS ET INSTALLATIONS CLASSEES SOUMISES A DECLARATION OU NON CLASSEES, STRICTEMENT NECESSAIRES A L'EXPLOITATION DU MILIEU, POURVU QU'ELLES RESPECTENT LE MILIEU NATUREL ET S'Y INTEGRENT ET QUE LEUR IMPLANTATION NE

NUISE PAS A LA SAUVEGARDE ET A LA QUALITE DES SITES ; (...) EXCEPTE DANS LES SECTEURS NDA ET NDV, LES OUVRAGES TECHNIQUES D'INTERET PUBLIC, A CONDITION QU'ILS SOIENT COMPATIBLES AVEC LES OCCUPATIONS DU SOL DESTINEES A L'EXPLOITATION DU MILIEU, NOTAMMENT VIS A VIS DES NUISANCES ENGENDREES (...). ; QU'AUX TERMES DE L'ARTICLE ND2 : SONT INTERDITES TOUTES LES OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL NON MENTIONNEES A L'ARTICLE ND1 ; QUE, DANS SA REDACTION ACTUELLE, LE REGLEMENT DU PLAN D'OCCUPATION DES SOLS QUI NE PREVOIT PAS DE SECTEUR SPECIFIQUE ADAPTE A L'IMPLANTATION D'AEROGENERATEURS, N'ADMET L'IMPLANTATION D'OUVRAGES TECHNIQUES D'INTERET PUBLIC QUE SI ELLE EST COMPATIBLE AVEC LES OCCUPATIONS DU SOL DESTINEES A L'EXPLOITATION DU MILIEU, NOTAMMENT VIS A VIS DES NUISANCES ENGENDREES ; QUE, D'UNE PART, LA SOCIETE ECO DELTA DEVELOPPEMENT NE DEMONTE PAS LE CARACTERE D'INTERET PUBLIC DE L'IMPLANTATION DE CINQ EOLIENNES ISOLEES SUR LE PLATEAU DES MARINES ET, D'AUTRE PART, LE MILIEU EST ACTUELLEMENT EXPLOITE PAR LA PATURE DE TROUPEAUX, AINSI QUE CELA RESSORT NOTAMMENT DU RAPPORT D'ENQUETE ; QUE, COMPTE TENU DES EFFETS DU MOUVEMENT ET DU BRUIT QUE LA ROTATION DES PALES DES EOLIENNES RISQUE DE CAUSER AUX TROUPEAUX, IL N'EST PAS ETABLI PAR LE DOSSIER QUE L'IMPLANTATION DE CELLES-CI SERAIT COMPATIBLE AVEC LES OCCUPATIONS DU SOL DESTINEES A L'EXPLOITATION DU MILIEU ;

CONSIDERANT QU'IL RESULTE DE CE QUI PRECEDE QUE M. CLAUDE C, M. JEAN-MARC A ET MME PAULETTE D SONT FONDES A SOUTENIR QUE C'EST A TORT QUE, PAR LE JUGEMENT ATTAQUE, LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE MARSEILLE A REJETE LEUR DEMANDE ;

CONSIDERANT QUE POUR L'APPLICATION DE L'ARTICLE L.600-4-1 DU CODE DE L'URBANISME, AUCUN DES AUTRES MOYENS SOULEVES PAR M. CLAUDE C, M. JEAN-MARC A ET MME PAULETTE D N'EST DE NATURE EN L'ETAT DE L'INSTRUCTION A ENTRAINER L'ANNULATION DU PERMIS DE CONSTRUIRE ATTAQUE ;

SUR LES CONCLUSIONS TENDANT A L'APPLICATION DE L'ARTICLE L.761-1 DU CODE DE JUSTICE ADMINISTRATIVE :

CONSIDERANT QUE LES DISPOSITIONS DE L'ARTICLE L.761-1 DU CODE DE JUSTICE ADMINISTRATIVE FONT OBSTACLE A CE QUE SOIT MISE A LA CHARGE DE M. CLAUDE C, M. JEAN-MARC A ET MME PAULETTE D, QUI NE SONT PAS LA PARTIE PERDANTE, LA SOMME QUE DEMANDE LA SOCIETE ECO DELTA DEVELOPPEMENT AU TITRE DES FRAIS EXPOSES ET NON COMPRIS DANS LES DEPENS ; QU'IL Y A LIEU, DANS LES CIRCONSTANCES DE L'ESPECE, DE METTRE A LA CHARGE RESPECTIVE DE L'ETAT ET DE LA SOCIETE ECO DELTA DEVELOPPEMENT LA SOMME GLOBALE DE 1 000 EUROS A PAYER A M. CLAUDE C, M. JEAN-MARC A ET MME PAULETTE D AU TITRE DES FRAIS EXPOSES ET NON COMPRIS DANS LES DEPENS ;

DECIDE :

ARTICLE 1ER : LE JUGEMENT DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE MARSEILLE EN DATE DU 25 FEVRIER 2009 EST ANNULE.

ARTICLE 2 : L'ARRETE DU 23 FEVRIER 2007, PAR LEQUEL LE PREFET DES ALPES DE HAUTE-PROVENCE A DELIVRE UN PERMIS DE CONSTRUIRE A LA SOCIETE ECO DELTA DEVELOPPEMENT POUR LA CONSTRUCTION DE 5 EOLIENNES SUR UN TERRAIN SIS LES MARINES A CHATEAUNEUF VAL SAINT-DONNAT (04200) EST ANNULE.

ARTICLE 3 : LES CONCLUSIONS DE LA SOCIETE ECO DELTA DEVELOPPEMENT TENDANT A L'APPLICATION DES DISPOSITIONS DE L'ARTICLE L.761-1 DU CODE DE JUSTICE ADMINISTRATIVE SONT REJETEES.

ARTICLE 4 : LA SOCIETE ECO DELTA DEVELOPPEMENT ET L'ETAT VERSERONT LA SOMME DE 1 000 EUROS A M. CLAUDE C, M. JEAN-MARC A ET MME PAULETTE D AU TITRE DE L'ARTICLE L.761-1 DU CODE DE JUSTICE ADMINISTRATIVE.

ARTICLE 5 : LE PRESENT ARRET SERA NOTIFIE A L'ASSOCIATION CHABANNAISE POUR LA QUALITE DE VIE, A M. CLAUDE C, A M. JEAN-MARC A, A MME PAULETTE D, A MME ISABELLE B, A LA SOCIETE ECO DELTA DEVELOPPEMENT ET AU MINISTRE DE L'ECOLOGIE, DU DEVELOPPEMENT DURABLE, DES TRANSPORTS ET DU LOGEMENT.